

*Initiatives ministérielles*

**M. Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je vous demande humblement pardon. Ce doit être vendredi matin. Je pense que la Chambre commence à me peser, cette semaine. Je pars bientôt dans ma circonscription.

• (1010)

Le problème, dans la région de Toronto, c'est qu'on dénombre environ 600 000 chômeurs. C'est grave, parce que Toronto n'avait jamais été aussi essoufflée économiquement que nous l'avons été au cours des deux dernières années.

C'est au nom de tous les députés de Toronto que je parle actuellement, parce que nous en discutons ensemble et nous nous creusons la cervelle pour trouver des idées pour donner un nouveau souffle à notre ville, qui s'est toujours montrée généreuse envers le reste du pays. C'est donc avec plaisir que nous le faisons.

N'allez pas croire que personne parmi nous n'ait été tenté d'aller de l'avant avec ce projet, parce qu'il permettait de créer beaucoup d'emplois, mais nous savions que l'accord conclu par les conservateurs n'était pas dans l'intérêt de l'ensemble du Canada. Une bonne partie des bénéfices réalisés à l'aéroport international Pearson servait à subventionner un bon nombre de petits aéroports, dans des régions de moindre importance qui ne peuvent pas assumer à elles seules le coût de leur aéroport.

Quand on pense à l'administration aéroportuaire de Toronto, il importe de ne pas la comparer avec celle de l'aéroport de Vancouver. À Toronto, nous avons un aéroport national. Les bénéfices et l'encaisse qui résultent de son administration sont réinvestis au bénéfice du pays.

C'était très tentant pour nous de penser que c'était un accord magnifique, parce qu'il créait 2 000 emplois, mais c'est dans l'intérêt du Canada que nous y avons renoncé. Le premier ministre, le caucus libéral et le Cabinet ont décidé de résilier cet accord.

Que faut-il faire maintenant? Nous devons revitaliser cet aéroport, car Toronto attire les touristes, les foires commerciales et ceux qui veulent investir non seulement dans la ville, mais dans toutes les régions canadiennes. À cette fin, nous devons aller de l'avant avec ce projet de loi et, si nous devons le faire, ce n'est pas uniquement dans l'intérêt de certains promoteurs ou de quelques lobbyistes.

Au fait, je compte beaucoup d'amis parmi les lobbyistes. Pourtant, dans tous les vifs débats que nous avons eus sur le lobbying, ma position n'a jamais varié. Je crois qu'il faut un gouvernement national fort.

Nous devons terminer l'étude de ce projet de loi et l'adopter. Il le faut si nous voulons envisager toute la situation au Canada et commencer à revitaliser cet aéroport.

J'en appelle à tous les députés en disant que, si nous voulons tenir une bonne discussion sur les lobbyistes, nous en aurons l'occasion avec le projet de loi sur l'enregistrement des lobbyistes. Cette mesure ne devrait pas tarder à être présentée à la

Chambre, elle sera renvoyée au comité et nous aurons alors un débat excellent et constructif.

Vous pouvez être sûrs que, de ce côté-ci de la Chambre, nous partageons un grand nombre de vos opinions sur la façon dont l'industrie du lobbying s'est assurée une expansion de 10 000 p. 100 depuis dix ans. Bon nombre d'entre nous qui étions députés dans l'ancien gouvernement avions l'impression que les lobbyistes à Ottawa exerçaient encore plus d'influence et de pouvoir que les ministres. Il ne faut pas croire que nous allons tout à coup détourner les yeux; nous allons présenter un projet de loi sur l'enregistrement des lobbyistes, qui sera transparent et très constructif.

Tout le monde sait que j'ai toujours accordé beaucoup d'importance au fait que le tourisme est l'un des principaux créateurs d'emplois au Canada et, par conséquent, au fait que l'infrastructure des transports doit être en bon état et doit refléter le genre de collectivité et de pays que nous avons. Or, c'est sur le tourisme que l'aéroport Pearson est le plus déterminant. Je demande donc aux députés de toutes les régions canadiennes de faire en sorte que les prochaines étapes du projet de loi soient franchies rapidement pour que nous puissions aller de l'avant et revitaliser le marché de Toronto.

• (1015)

**M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est):** Monsieur le Président, je suis très heureux d'intervenir dans le débat sur le projet de loi C-22 au nom du Parti réformiste. Je suis heureux parce qu'il est toujours agréable de pouvoir dénoncer un mauvais accord, et aussi parce que j'ai l'occasion de démontrer en quoi le Parti réformiste constitue une meilleure option pour les électeurs canadiens que les partis de la vieille garde, le Parti libéral et le Parti conservateur.

Je m'adresse aux députés présents à la Chambre aujourd'hui, ainsi qu'aux Canadiens qui suivent le débat à la télévision. Je veux aborder un seul aspect de l'organisation des partis politiques en faisant ressortir les problèmes auxquels il donne parfois lieu.

Les deux partis de la vieille garde sont presque aussi vieux que le Canada lui-même. Même avant 1867, il existait des alliances politiques lâches fondées sur la culture et sur d'autres points communs. Côté idéologique, ces deux partis croient aux mêmes choses.

Les deux souscrivent aux grands principes de la démocratie, de la primauté du droit, du système parlementaire et de la viabilité du système de la libre entreprise. Ces deux partis, du moins jusqu'à il y a quelques mois, étaient des partis nationaux. Les deux ont fait élire des premiers ministres anglophones et francophones. En fait, ils sont tellement semblables qu'une personne n'ayant pas une bonne connaissance du Canada aurait bien du mal à trouver une différence entre les deux.

Il y a pourtant une grande différence. Je dirais qu'un parti politique est un cercle d'amis engagés dans la poursuite d'un même objectif politique. Des gens qui ne sont pas des amis sont incapables de travailler ensemble pour atteindre cet objectif et un groupe d'amis qui ne viseraient pas le même objectif n'arrive-